

Adhoc du cep

N° 11 | 2024

10 juin 2024

Élections européennes : L'Union menacée d'implosion

Henning Vöpel, Victor Warhem, Andrea De Petris

Les élections européennes ont profondément ébranlé l'UE, en particulier l'Allemagne et la France. Alors que la coalition gouvernementale au pouvoir en Allemagne sort des élections avec des pertes massives, le président Macron a même dissous l'Assemblée nationale en France et convoqué de nouvelles élections pour la fin du mois de juin. Deux graves crises gouvernementales dans les deux États membres les plus grands et les plus importants plongent l'UE dans une crise politique à un moment où les faiblesses internes se conjuguent à des menaces externes. Il s'agit d'un moment d'instabilité politique quasiment sans précédent pour l'UE, mais aussi d'un moment de vérité. Cependant, le glissement vers la droite révèle des dangers plus profonds et ne devrait pas conduire à de simples conclusions politiques à un moment où l'Europe vacille et où les ennemis de la liberté et de la démocratie attendent que l'Europe s'affaiblisse. Comme l'a dit récemment l'écrivain Salman Rushdie, le monde vit un « moment de colère » et une « guerre des narratifs », une guerre des interprétations. Il y a trois leçons essentielles à tirer de cette élection :

- ▶ L'UE ne doit pas se désagréger maintenant. Cependant, le danger est plus grand qu'il n'y paraît, car les élections n'ont pas seulement un impact direct sur la composition du Parlement européen, mais ont également un effet indirect mais très fort sur la politique nationale des États membres. Dans de nombreux États membres, le résultat des élections aura pour conséquence une orientation politique intérieure encore plus forte et la défense des intérêts économiques nationaux. La renationalisation de la politique observée dans le monde entier depuis un certain temps menace également l'Europe. Pour l'UE, un retour aux États-nations signifierait en fin de compte la mort de l'Europe.
- ▶ La prochaine Commission doit à nouveau renforcer l'UE dans ses fondements et formuler un programme pour la souveraineté et la compétitivité, faute de quoi l'UE risque d'être écrasée dans l'âpre conflit géopolitique qui oppose actuellement les États-Unis et la Chine, en cette période de faiblesse interne. Mario Draghi présentera un rapport à ce sujet qui pourrait avoir un caractère presque programmatique pour l'agenda de la prochaine Commission.
- ▶ La manière de conduire les politiques publiques est aussi à questionner. Ces dernières années, elle est devenue de plus en plus dirigiste, bureaucratique, autoritaire et irréaliste. Ce ne sont pas les objectifs eux-mêmes, mais la voie suivie qui est de plus en plus perçue comme une aberration. Les préoccupations croissantes en matière d'emploi et de sécurité se heurtent à une perte de confiance de plus en plus grande dans la politique. Les tentatives des partis politiques d'expliquer qu'ils n'ont pas été en mesure de mettre en avant leurs propres politiques de manière suffisamment claire sont dangereusement inconscientes d'un point de vue analytique. Les inquiétudes sont profondes et justifiées.

Les élections européennes ont provoqué une onde de choc au sein des gouvernements de l'UE. Le PPE est clairement le groupe le plus puissant au Parlement, mais son pouvoir sera probablement moins important qu'il n'y paraît. Il est vrai que la politique dans son ensemble va devenir plus conservatrice et que le PPE va en partie ralentir et en partie inverser certaines évolutions. Mais il devra également jouer un jeu risqué entre le centre affaibli à sa gauche et les franges renforcées à sa droite. La capacité de Von der Leyen à conserver un capital politique suffisant au Conseil et au Parlement devra être scrutée dans les semaines à venir.

Table des matières

1	Le point de vue allemand : La débâcle de la coalition « feu tricolore » ou la recette d'une politique européenne défailante.....	2
1.1	L'échec de la politique européenne de la coalition « feu tricolore » : Ce que le résultat allemand signifie pour l'Europe.....	2
1.2	Une Allemagne affaiblie en Europe : ce que les résultats européens signifient pour l'Allemagne	2
1.3	Faiblesse interne et menace externe : ce qui doit se passer en Europe 2024-2029 dans une perspective allemande	2
2	Résultats des élections européennes en Italie	3
2.1	Le rôle de l'Italie dans les alliances politiques européennes	3
2.2	Implications européennes des résultats des élections nationales au Parlement européen	4
2.3	Implications nationales des résultats des élections du Parlement européen	4
3	Implications des résultats des élections françaises : une période de turbulences s'annonce pour la France et l'Europe.....	5
3.1	Impact national : Des élections législatives anticipées, un « quitte ou double » pour Macron	5
3.1.1	La première vraie défaite du président Macron, qui en réponse revisite la dissolution de De Gaulle de 1968.....	5
3.1.2	Une décision politique risquée, avec une forte probabilité de marginalisation du président français.....	6
3.2	Impact européen des résultats français : une perte importante de l'influence française en Europe en cas de défaite législative de Macron	6
3.2.1	Une influence du gouvernement français sur le futur Parlement européen qui va de réduite à nulle.....	6
3.2.2	Désaccords attendus entre Macron et un possible Premier ministre d'extrême droite au sein du Conseil européen, avec des répercussions négatives sur la construction européenne.....	7
3.3	Conclusion : le sort de la France et de l'Europe se jouera le 7 juillet.....	7

1 Le point de vue allemand : La débâcle de la coalition « feu tricolore » ou la recette d'une politique européenne défailante

1.1 L'échec de la politique européenne de la coalition « feu tricolore » : Ce que le résultat allemand signifie pour l'Europe

Le résultat des élections européennes en Allemagne n'est pas une surprise, mais sa clarté ressemble à un tremblement de terre politique. Les trois partis de la coalition gouvernementale ont perdu un nombre important de voix et, par conséquent, ont essuyé une perte spectaculaire de leur soutien en tant que gouvernement. Même si le résultat est essentiellement dû à l'insatisfaction de la politique intérieure et n'était guère un vote sur les politiques de la Commission européenne en place, il n'en a pas moins un impact majeur sur l'Europe. En réponse à ce résultat, la politique allemande pourrait à l'avenir se retrouver encore plus repliée sur elle-même et encore moins orientée vers l'Europe qu'elle ne l'est actuellement. Si les autres grands États membres, tels que la France et l'Italie, font de même, poussés par le résultat des élections européennes, la tendance mondiale à la renationalisation de la politique aura finalement atteint l'UE. Toutefois, le contraire pourrait aussi se produire : L'Allemagne doit de toute urgence s'impliquer davantage dans l'Europe. Le gouvernement allemand a souvent été critiqué à Bruxelles pour son échec en matière de politique européenne. Le fait que le bien-être de l'Allemagne soit historiquement lié à celui de l'Europe a été récemment démontré lors de la célébration du soixante-quinzième anniversaire de la loi fondamentale allemande et, la semaine dernière, du quatre-vingtième anniversaire du débarquement des Alliés en Normandie. Cinq ans seulement séparent ces deux événements, le jour de la libération de l'Europe et le début de la démocratie allemande.

1.2 Une Allemagne affaiblie en Europe : ce que les résultats européens signifient pour l'Allemagne

Les élections européennes ont entraîné un net glissement vers la droite, dans presque tous les États membres. Les partis établis ne doivent pas fermer les yeux sur cette évolution. Même si la nouvelle répartition des sièges au Parlement ne constitue pas un revirement radical, l'impact sur les majorités politiques est considérable. Le programme de la prochaine Commission ne devra pas tout bouleverser, mais dans certains domaines politiques, il fixera des priorités et des accents sensiblement différents de ceux de l'actuelle Commission. Les plus importants d'entre eux concernent la politique migratoire et la politique climatique. Alors que la politique migratoire européenne sera probablement beaucoup plus restrictive à l'avenir, la politique climatique et environnementale (mot-clé : « élimination progressive des moteurs à combustion ») ne sera probablement plus une priorité absolue. Ce changement de cap au sein de l'UE aurait également des répercussions sur la politique du gouvernement allemand, qui devrait adapter sa politique au nouvel agenda européen ou s'en distancier plus clairement, ce qui comporterait des risques politiques et économiques. L'équilibre des pouvoirs au sein de l'UE est en train de changer.

1.3 Faiblesse interne et menace externe : ce qui doit se passer en Europe 2024-2029 dans une perspective allemande

Les défis de la prochaine Commission seront immenses. Il s'agit avant tout d'un programme visant à renforcer la souveraineté et la compétitivité de l'Europe. En outre, au vu du résultat des élections, il s'agira désormais de protéger et de renforcer l'unité politique de l'UE. Du point de vue allemand, trois

réactions fondamentales sont désormais nécessaires : premièrement, stabiliser l'UE dans sa crise politique ; deuxièmement, ne pas abandonner l'agenda précédent, en particulier le « Green Deal », mais le poursuivre de manière plus pragmatique qu'auparavant ; et troisièmement, changer l'approche politique de la réglementation, qui est perçue comme trop dirigiste et autoritaire, pour une politique de nature plus réglementaire et plus concurrentielle. Pour l'économie allemande et européenne, il est extrêmement urgent de réduire rapidement la bureaucratie et d'améliorer de manière significative les conditions d'exercice des activités dans l'UE. En définitive, une seule conclusion peut être tirée de l'élection : L'Allemagne doit de toute urgence s'intéresser de nouveau à l'Europe et s'y impliquer davantage - dans son rôle politique vis-à-vis des États membres et dans l'intérêt des PME allemandes.

2 Résultats des élections européennes en Italie

Les résultats des élections italiennes au Parlement européen (PE) montrent une nette victoire du parti de droite radicale Fratelli d'Italia (Fdi), dirigé par la présidente du Conseil des ministres Giorgia Meloni, avec 28,8 % des voix, suivi en deuxième position par le Partito Democratico (centre-gauche) avec 24 %. Les alliés de Mme Meloni au sein de la coalition gouvernementale, Forza Italia (centre-droit) et la Ligue (droite radicale), ont obtenu respectivement 9,7 % et 9,1 % des voix. Le Mouvement 5 étoiles (9,9 %) et l'Alliance Verts-Gauche (6,6 %) franchissent également la barre des 4 %, tandis que Stati Uniti d'Europa et Azione, deux listes à dominante libérale, restent en dessous du seuil. 49,7% des électeurs italiens se sont rendus aux urnes.

2.1 Le rôle de l'Italie dans les alliances politiques européennes

Selon les résultats, Fratelli d'Italia devrait remporter 28 sièges au sein du prochain Parlement européen, ce qui permettra à Mme Meloni de se positionner en tant que leader incontesté du groupe des conservateurs et réformistes. Cependant, il reste à voir comment Meloni sera en mesure d'affirmer ce leadership dans les prochaines alliances européennes. Peu après la fermeture des bureaux de vote dans toute l'Europe, Ursula von der Leyen a déclaré son intention de travailler à sa confirmation à la tête de la Commission européenne en consultant d'abord les groupes qui formeront sa majorité en 2019, à savoir le Parti socialiste européen et les Libéraux pour une Europe nouvelle. Ceux-ci, avec le Parti populaire européen, auraient en effet les effectifs nécessaires pour former une majorité lors de la prochaine législature (403 sièges selon les estimations actuelles, soit 43 de plus que ce qui serait nécessaire pour former une coalition et réélire Mme von der Leyen). Ce ne serait pas une bonne nouvelle pour Meloni, car cela signifierait qu'il participerait à la nouvelle « majorité d'Ursula » des socialistes, y compris le PD, leur principal adversaire en Italie, qui devrait élire 22 députés européens - l'un des groupes les plus importants au sein du PSE, compte tenu également de la débâcle du SPD en Allemagne. L'espoir de Meloni de reformer une alliance de centre-droit à Bruxelles, comme celle qui gouverne actuellement Rome, semble donc hors de question, puisqu'une coalition entre le PPE, les Conservateurs et Réformistes et l'autre groupe d'extrême droite, Identité et Démocratie, se retrouverait à 46 sièges de la majorité. Les déclarations de Mme Von der Leyen dimanche soir ont semblé différentes de celles qu'elle avait faites dans les jours précédant le vote, lorsqu'elle avait indiqué qu'elle serait prête à accepter le soutien de politiciens (elle n'a pas parlé de groupes) appartenant à d'autres familles politiques que celles de la « majorité d'Ursula » si les conditions étaient remplies. Toutefois, si la décision de tenter de retrouver la même majorité qu'en 2019 est confirmée, malgré le succès obtenu, Meloni resterait dans l'opposition au sein du prochain Parlement européen, notamment parce que de nombreux députés de gauche ont déclaré qu'ils ne seraient pas disposés à participer à des

coalitions à Bruxelles qui impliqueraient d'une manière ou d'une autre l'actuel chef du gouvernement italien. D'autre part, Forza Italia, le parti fondé par Silvio Berlusconi et qui a survécu à la mort de son leader il y a presque un an, jouera certainement un rôle dans le soutien à Mme von der Leyen : en tant que membre du PPE, ses 8 sièges probables contribueront de toute façon à la nomination du prochain président de la Commission. Les acteurs marginaux restants à Bruxelles sont certainement la Ligue, qui perdra 25 % de ses sièges par rapport à 2019, et le Mouvement 5 étoiles, qui passera de 17,6 % en 2019 à 9,9 %. Le fait que Stati Uniti d'Europa et Azione n'aient pas atteint le seuil rend les deux listes libérales en partie responsables de l'effondrement du groupe Renew Europe, qui perd 22 sièges par rapport à 2019, principalement en raison du résultat français.

2.2 Implications européennes des résultats des élections nationales au Parlement européen

Les élections européennes en Italie pourraient créer une situation curieuse : Giorgia Meloni, vainqueur dans son pays et leader établi au sein de la coalition gouvernementale, pourrait rester marginale dans la formation de la nouvelle majorité à Bruxelles. D'autre part, le parti démocratique d'Elly Schlein, principal adversaire de Meloni à Rome, pourrait jouer un rôle décisif dans la négociation des conditions du retour de von der Leyen à la tête de la Commission. En effet, en regardant les positions des deux leaders italiens sur les principaux dossiers européens, il semble plus facile d'imaginer une entente entre von der Leyen et Schlein qu'entre von der Leyen et Meloni, bien que le principal candidat du PPE ait récemment affirmé avoir bien travaillé avec la présidente du Conseil des ministres italien. L'effondrement de la Ligue, parti d'extrême droite, place son chef Salvini dans une position difficile : sous sa direction, le parti n'a cessé de perdre du soutien ces dernières années, et il n'est pas surprenant que de nombreux membres de la Ligue souhaitent voir un nouveau secrétaire le remplacer. Pour tenter d'inverser cette tendance, M. Salvini pourrait décider de radicaliser davantage ses politiques, ce qui pourrait toutefois créer des tensions au sein du gouvernement italien, car Mme Meloni ne voudra pas compromettre l'image de femme politique pro-européenne qu'elle semble avoir laborieusement construite au cours des deux dernières années. Il est certain que sur des questions comme le Green Deal ou la gestion des flux migratoires, Mme Meloni est beaucoup plus proche du groupe d'extrême droite Identité et Démocratie que des positions de la majorité d'Ursula von der Leyen. Il reste à voir si le rôle de Forza Italia en tant que garant de l'européanisme du gouvernement italien suffira à compenser un éventuel virage nationaliste de la majorité au pouvoir à Rome. L'incapacité de Stati Uniti d'Europa et d'Azione à atteindre le quorum de 4 % est un coup dur pour les libéraux et pourrait apprendre à leurs leaders respectifs, Matteo Renzi et Carlo Calenda, à mettre de côté leurs velléités individuelles à l'avenir et à former une liste de Centre unique qui aurait facilement remporté au moins trois sièges à Bruxelles. Ce qui était inattendu, cependant, c'est la performance de l'Alliance des Verts et de la Gauche (AVS), qui a obtenu un score flatteur de 6,6 % en se concentrant sur les questions d'environnement et de droits de l'homme, qui ne sont généralement pas parmi les plus populaires auprès de l'électorat italien.

2.3 Implications nationales des résultats des élections du Parlement européen

Comme indiqué plus haut, Meloni est encore renforcée par rapport à l'opposition et aux alliés du gouvernement. À mesure que la législature italienne progresse, Fratelli d'Italia dictera encore davantage l'agenda national, même si, si l'on considère les chiffres absolus plutôt que les pourcentages, Meloni a perdu 800 000 préférences par rapport à l'élection générale de septembre 2022. Il n'est pas certain

que la défaite retentissante de la Ligue conduise Matteo Salvini, qui en est le principal responsable, à changer de stratégie : qu'il décide de continuer à soutenir le gouvernement ou de le quitter pour marquer sa différence avec Meloni, il risquerait toujours de payer un prix très élevé et de perdre la direction du parti. Elly Schlein s'est bien sortie des élections européennes, en renforçant le Partito Democratico comme deuxième force en Italie et en se maintenant en place malgré le vote national de 2022. C'est également un succès pour Antonio Tajani, qui a maintenu Forza Italia après la mort de son fondateur, Silvio Berlusconi. Un rôle prestigieux à Bruxelles n'est donc pas exclu pour M. Tajani, même s'il doit quitter son poste privilégié de ministre des affaires étrangères à Rome. Mauvaise nouvelle pour l'aile libérale italienne, dont les divisions internes ont contribué à l'échec du seuil des 4 % et à l'effondrement de Renew Europe au sein du prochain Parlement européen. Une dernière observation concerne la position du gouvernement italien au sein du prochain Conseil : celui-ci qui sera probablement dirigé par une majorité conservatrice, mais dont le bord politique s'apparente en grande partie au PPE et non aux Conservateurs et Réformistes. Il reste à voir si Meloni décidera ou non de suivre sa nouvelle voie pro-européenne et de faire partie de la solution aux problèmes de l'UE.

3 Implications des résultats des élections françaises : une période de turbulences s'annonce pour la France et l'Europe

3.1 Impact national : Des élections législatives anticipées, un « quitte ou double » pour Macron

3.1.1 La première vraie défaite du président Macron, qui en réponse revisite la dissolution de De Gaulle de 1968

Le très faible score de la liste de la majorité présidentielle (14,6 %) face au triomphe du parti d'extrême droite « Rassemblement national » (RN) avec 31,5 % a conduit le président Emmanuel Macron à un geste politique sans précédent. Dans une très brève intervention, il a dissous l'Assemblée nationale et convoqué des élections législatives anticipées dans trois semaines pour le premier tour (30 juin) et dans quatre semaines pour le second tour (7 juillet), afin d'apporter si possible une nouvelle majorité aux Français avant les Jeux olympiques de cet été. Pourquoi maintenant ? Parce qu'il savait qu'attendre l'automne prochain aurait déjà fait de lui un « canard boiteux » sans influence internationale ni nationale, une situation difficilement améliorable une fois qu'elle est établie.

Cette décision est-elle très surprenante ? Elle est audacieuse, mais pas tout à fait surprenante. Il ne faut pas oublier la nature même de la V^{ème} République française : chaque élection est toujours en partie nationale et plébiscitaire - même les municipales -, dans une tradition très napoléonienne. Ainsi, en subissant sa première véritable défaite hier soir, Macron a vu sa capacité à gouverner quasiment annihilée. Autrement dit, en octobre prochain, avec la nouvelle session du Parlement, son gouvernement aurait été confronté à des manœuvres politiques très difficiles - pour faire passer le budget par exemple -, tandis que des nouveaux sociaux de type Gilets jaunes auraient pu intensifier la pression - un scénario très probable étant donné que les largesses budgétaires du « quoi qu'il en coûte » sont désormais impossibles. D'une certaine manière, en impulsant un changement politique après ce qu'il considère comme un désaveu de la part de sa base électorale, il rappelle la dissolution impulsée par De Gaulle après mai 68, qui avait été payante pour le Président, mais n'annonçait finalement que sa démission finalement intervenue après un référendum assez anecdotique sur la régionalisation en 1969. À l'époque, De Gaulle avait démissionné parce qu'il voyait dans cette défaite un rejet et un

désaveu de la part des Français. Macron a convoqué des élections anticipées essentiellement parce qu'il observe un désaveu similaire à celui que De Gaulle avait ressenti en 1968 et 1969.

3.1.2 Une décision politique risquée, avec une forte probabilité de marginalisation du président français

Cette démarche est donc très risquée, et Macron y voit certainement un « quitte ou double » : soit il parvient à rassembler suffisamment de partis autour du sien dans la perspective d'un gouvernement d'« Union sacrée » pour contrer le RN et obtient une marge de manœuvre politique pour continuer à gouverner ; soit il n'y parvient pas, auquel cas il perd l'essentiel de son pouvoir. En effet, s'il perd dans trois semaines, il ne sera plus qu'un président avec un certain pouvoir de blocage - et généralement une prérogative sur la défense et les affaires étrangères qui sera difficilement applicable avec un gouvernement RN -, ou pire encore, un président flanqué d'un parlement sans majorité, qui n'aurait d'autre solution que de démissionner. Cela pourrait ouvrir la porte à de nouvelles élections présidentielles, et peut-être à l'arrivée au pouvoir de Le Pen avec la présidence et le parlement à sa solde. La perspective d'un exécutif RN unifié est radicalement différente, avec des conséquences bien plus dramatiques pour les politiques françaises dans leur ensemble.

Par conséquent, la convocation d'élections anticipées est pour Macron le seul moyen d'éviter de devenir une nouvelle sorte de « François Hollande ». D'un autre côté, cela peut aussi le tuer politiquement alors que la France se tourne vers l'extrême droite. Bien sûr, il espère que son « sacrifice » aidera les Français à réaliser que le RN représente un « appauvrissement et une marginalisation » de la France, comme il aime à le rappeler régulièrement. Si le RN exerce le pouvoir entre 2024 et 2027, il espère peut-être que les Français choisiront une alternative pour les prochaines élections présidentielles et législatives, s'il ne démissionne pas d'ici là.

3.2 Impact européen des résultats français : une perte importante de l'influence française en Europe en cas de défaite législative de Macron

3.2.1 Une influence du gouvernement français sur le futur Parlement européen qui va de réduite à nulle

Le poids de la délégation de la majorité présidentielle de Macron au Parlement européen (13 sièges, soit 10 de moins par rapport à 2019) réduira considérablement son influence à la fois au sein du groupe Renew et pour les négociations au sein de la coalition à venir. En effet, même si la délégation libérale française peut rester le plus grand groupe national au sein de Renew, sa taille réduite diminuera son influence sur le parti. En outre, Renew est désormais le quatrième parti au Parlement, derrière le groupe ECR de Meloni, qui pourrait s'unir au groupe ID de Le Pen, voire à l'AfD de Weidel s'ils finissaient par réintégrer ID. Dans l'ensemble, l'influence du gouvernement français sur le Parlement européen devrait diminuer.

Cependant, il est très probable que la prochaine coalition dominant le Parlement inclura Renew comme parti pivot entre le S&D et le PPE, comme lors des deux législatures précédentes. Par conséquent, Renew et la délégation de Macron en son sein continueront à jouer un rôle dans les années à venir. Mais sans un gouvernement français favorable pour le soutenir, si la majorité actuelle perdait dans trois ou quatre semaines, sa cohérence politique pourrait se dégrader au cours des prochaines années.

En ce qui concerne le groupe ID de Le Pen, son alliance potentielle avec le groupe ECR de Meloni ne sera pas suffisante pour créer une minorité de blocage au Parlement. Par conséquent, le parti d'extrême droite ne sera pas la clé de la prochaine législature. Même si le RN remporte les prochaines élections législatives en France et forme un gouvernement, cela ne changera pas la situation. Cette option serait désastreuse pour l'influence française au Parlement, désormais pratiquement nulle.

3.2.2 Désaccords attendus entre Macron et un possible Premier ministre d'extrême droite au sein du Conseil européen, avec des répercussions négatives sur la construction européenne

En ce qui concerne l'influence de la France au Conseil européen et pour la nomination de la prochaine Commission, si Macron perd les prochaines élections législatives et que le RN les gagne, il est très probable que l'influence qu'il a développée dans les politiques européennes ne soit pas remplacée par une influence équivalente de la part d'un premier ministre RN. En effet, il est du ressort du président de siéger au Conseil, mais c'est aussi la première fois que le gouvernement pourrait diverger de manière spectaculaire avec le président en termes de politiques européennes. Il est donc impossible de prévoir comment l'exécutif bicéphale gèrera cette situation au Conseil. Quoi qu'il en soit, un premier ministre RN potentiel appartiendrait à une famille politique qui est généralement marginalisée par la bulle européenne et par les autres gouvernements européens - comme cela s'est produit par exemple pour le gouvernement autrichien au début des années 2000. Par conséquent, le rôle de la France dans l'impulsion des politiques européennes, ainsi que dans la formation de la prochaine Commission, serait très réduit.

3.3 Conclusion : le sort de la France et de l'Europe se jouera le 7 juillet

Au final, il faut souligner que tout cela est conditionné par les résultats des prochaines élections législatives. Macron les a d'ailleurs convoquées car il savait qu'il serait paralysé sur la scène européenne avec le score de sa liste aux élections européennes. Soit cette marginalisation se confirmera, soit son pouvoir sera renouvelé - au moins partiellement – auquel cas il pourra encore compter dans les affaires européennes.

S'il perd les prochaines élections législatives, on voit mal comment l'UE pourrait trouver l'impulsion nécessaire pour aller vers une intégration accrue au cours des cinq prochaines années. L'Europe est-elle déjà en train de mourir ? Pas forcément. Macron compte sur les Français pour se réveiller et prendre leurs responsabilités dans trois semaines.

**Auteurs :**

Henning Vöpel, Vorstand der Stiftung Ordnungspolitik und
Direktor des Centres for European Policy Network
voepel@cep.eu

Victor Warhem, rapporteur pour le Centre de politique européenne, Paris
warhem@cep.eu

Prof. Dr. Andrea De Petris, directeur scientifique du Centre politique européen de Rome
depetris@cep.eu

Centrum für Europäische Politik FREIBURG | BERLIN
Kaiser-Joseph-Straße 266 | D-79098 Freiburg
Schiffbauerdamm 40 Räume 4205/06 | D-10117 Berlin
Tél. + 49 761 38693-0

Centre de Politique Européenne PARIS
17, rue Saint Fiacre | F-75002 Paris
Tél. +33 1 88 80 72 00

Centro Politiche Europee ROMA
Via A. Brunetti, 60 | I-000186 Roma
Tél. +39 0684388433

Le **Centrum für Europäische Politik** FREIBURG | BERLIN, le **Centre de Politique Européenne** PARIS, et le **Centro Politiche Europee** ROMA forment le **réseau des Centres de Politique Européenne** FREIBURG | BERLIN | PARIS | ROMA.

Exempt d'intérêts particuliers et neutre sur le plan politique, le réseau des centres de politique européenne fournit une analyse et une évaluation de la politique de l'Union européenne, dans le but de soutenir l'intégration européenne et de défendre les principes d'un système économique de libre-échange.